

	CGT RENAULT Lardy Ingénierie Centre d'essais mise au point Dépollution, mur de chocs	CGT XFAB Corbeil Fonderie semi- conducteurs (automobile, industrie médical, téléphonie et 5G).	CGT NOKIA Nozay R&D Équipementier Infrastructure TELECOM	CGT SAFRAN SAE Corbeil Ingénierie Etudes Développement Production	CGT VIBRACHOC - Equipements aéronautique - Anti-vibratoire aéronautique & industrie	CGT C.G.G. Massy Imagerie Geophysique du sous-sol
--	--	--	---	--	---	---

Contre la casse de l'emploi Organisons collectivement la riposte et portons un autre possible !

Alors que pendant le confinement, le gouvernement nous parlait de relocalisations, d'indépendance industrielle et alimentaire, de prise en compte des enjeux environnementaux et de justice sociale...où en sommes-nous aujourd'hui ?

En Essonne, de nombreux plans de suppression d'emplois ont été annoncés, en particulier dans la Métallurgie. Ils sont particulièrement violents :

- Nokia (Nozay) : -831 salariés sur 2895
- Safran (Corbeil) : environ 200 postes sur 3300
- Renault (Lardy) : -200 salariés Renault sur 1100 et -600 prestataires sur 1200
- VIBRACHOC (Hutchinson Lisses) : Une vingtaine de postes en moins sur 300
- COMPOSITE INDUSTRIE (Hutchinson Bondoufle) : Une quarantaine de postes en moins sur 400
- XFAB (Corbeil) : non reconduction de 160 CDD
- CGG (Massy) : 94 postes supprimés sur 364

Auxquels viennent se rajouter d'autres suppressions d'emploi dans de nombreuses enseignes du commerce comme Alinéa, Courtepaille, Carrefour, Castorama...Et le pire reste à venir dans le secteur des TPE et PME pour lesquelles nous n'avons aujourd'hui pas de vision précise !

Sur ces quelques entreprises de l'Essonne, c'est plus de 2000 postes de travail qui vont disparaître !

Ce ne sont pas des petites entreprises dont la trésorerie aurait été mise à plat par la crise Covid... Ce sont souvent des grands groupes qui ont fait des milliards de profits ou qui ont versé des milliards de dividendes à leurs actionnaires. Ces plans d'économies, ce n'est pas que « la crise » liée à la pandémie : chez Renault, c'était prévu bien avant... Chez Nokia, c'est le 4-ème plan en quelques années, chez CGG à Massy le 3° plan...

Partout le patronat a une seule logique, continuer à faire des économies sur le dos des salariés avec :

- des délocalisations ou l'abandon d'activités
- des suppressions de postes et des licenciements, avec en priorité les précaires (intérimaires, prestataires) qui sont jetés au chômage,
- une hausse de la charge de travail (productivité) pour ceux qui restent,
- une pression sur les salaires, car en ces temps de crise, il ne faudrait pas trop réclamer !

**Ce chantage à l'emploi, sur fond de chômage de masse...
c'est la vie de milliers de salariés que le patronat sacrifie
pour restaurer ou augmenter leurs marges ou leur compétitivité.**

Tout cela, pas question de l'accepter !

Crise ou pas, ce n'est pas aux salariés de payer la note :

- ni par les suppressions de postes et les plans d'économies,
- ni par des « Accords » sur fond de chantage à l'emploi,
- ni même par les aides publiques aux grands groupes, qui seront payées par nos impôts.

Pour faire face à cette politique globale et coordonnée du patronat, il n'y a que la force collective, le nombre et le rapport de force des salariés et notre capacité à faire grève pour bloquer la production.

Pour cela, nous devons travailler ensemble entre les différentes entreprises menacées, entre les différents sites, entre les différents statuts. Il faut montrer aux salariés de toutes les entreprises qu'ils ne sont pas isolés et qu'on est prêt à se

soutenir et à se serrer les coudes. Nous devons refuser cette mise en concurrence des salariés par le patronat qui lui sert à diviser les salariés pour leur faire accepter des reculs.

- Des salariés de Renault se sont mobilisés à Maubeuge, Choisy, Caudan, Flins, Lardy...
- les Nokia ont manifesté très nombreux à Lannion et à Nozay, CGG à Massy
- la manifestation des Nokia à Paris a rassemblé plus d'un millier de salariés de Nozay et de Lannion et a rejoint la manifestation des salariés de Sanofi.

En Essonne, les Syndicats CGT de Nokia-Nozay, Renault-Lardy, Safran-Corbeil, XFAB-Corbeil, VIBRACHOC-Lisses et CGG-Massy se sont réunis pour continuer à amplifier ces actions communes.

Nous appelons tous les salariés à s'organiser pour refuser ces plans d'économies et ces suppressions de postes, pour défendre leurs emplois, leurs salaires et leurs conditions de travail et de vie.

XFAB CORBEIL : La mauvaise situation économique de l'entreprise n'est pas liée au Covid mais est un mode de gestion par le déficit qui permet l'obtention de subventions, exonération et aides publiques. La pandémie est un effet d'aubaine pour X-FAB qui lui permet d'obtenir des mesures plus favorables de recourt au chômage partiel (déjà planifiés dès décembre 2019 pour des raisons techniques). Ainsi pendant toute la période de confinement l'usine a fonctionné à son niveau habituel, avec les cadres en télétravail.

Les mesures Covid accordées à X-FAB sont la mise en chômage partiel de 50% de l'effectif de l'entreprise à raison de 1600h/pers pour 1000 salariés sur une période de 12 mois. Ainsi pour le site France l'économie réalisée est de 15 million€. S'ajoute le non renouvellement des 160 CDD permanents dans les lignes de productions.

VIBRACHOC LISSES et Composite Industries

Bondoufle (Hutchinson): Pour ces deux établissements dont l'activité est ralentie à la suite du confinement (quelles entreprises ne l'ont pas été ?), la direction veut appliquer précipitamment une rupture conventionnelle collective (base volontariat) basée sur un simple ratio Chiffre d'affaires/effectifs afin de satisfaire l'appétit de dividendes du propriétaire le boulimique groupe TOTAL, au détriment des conditions de travail, de rémunération de celles et ceux qui resteront, et sans anticiper les possibles pertes de compétences. Pour atténuer ces effets, la CGT demande des mesures pérennes d'anticipation de fin de carrière.

SAFRAN CORBEIL : Site d'études et de production de moteurs d'avions civils et militaires, SAE Corbeil a un effectif de 3350 salariés réparti entre 850 ouvriers, 1000 techniciens et 1500 ingénieurs et cadres. La crise de BOEING avec l'arrêt du 737 Max et celle de la COVID-19 ont permis à SAE de mettre en place des reculs sociaux pour tous les salariés.

Même si la CGT SAFRAN a signé plusieurs accords récents qui protègent les salariés en termes de suppression d'emploi secs, il n'en demeure pas moins que cela profite aux dirigeants pour pratiquer une modération salariale pour 2021-2023 et modifier les horaires de travail entre autres.

De plus aucune compensation financière n'a été avancée par SAE pour maintenir les salaires en se contentant du chômage partiel garanti par l'Etat, alors que les finances du groupe ont profité des mesures gouvernementales de ces dernières années comme le CICE.

Enfin sur le site de Corbeil, les salariés sont invités à s'inscrire dans le cadre de départ volontaire anticipé à la retraite et de mobilité pour projet professionnel en dehors du groupe SAFRAN.

Par conséquent c'est près de 200 emplois (3000 au total pour le groupe) qui disparaîtront dans les prochains mois chez Safran Aircraft Engines Corbeil.

CGG MASSY : CGG poursuit une restructuration industrielle après la restructuration financière qui a eu lieu en 2018, sous le contrôle de fonds spéculatifs : la fermeture de la branche acquisition de données géophysiques et le recentrage sur les activités les moins risquées et les plus profitables a entraîné la suppression de 500 emplois en 5 ans

La crise Covid19 vient accélérer ce processus : les compagnies pétrolières (dont TOTAL) ont réagi à la baisse de la demande de pétrole et gaz en réduisant fortement leurs investissements dans l'exploration du sous-sol pour préserver leur profit à court terme.

CGG dispose pourtant de réserves de trésorerie pour faire face à cette baisse d'activité en préservant l'emploi et les compétences. Mais CGG vise en priorité de préserver le cash pour ses actionnaires.

RENAULT LARDY : c'est un centre d'essais de moteurs et de dépollution. Au moment, où les questions environnementales sont au cœur des préoccupations, au moment où Renault devrait investir massivement, avec des moyens financiers et des embauches dans la dépollution de tous les véhicules (émissions polluantes des moteurs thermiques comme recyclage des batteries par exemple), la direction fait strictement le contraire.

Elle prévoit la fermeture de la moitié des bancs d'essais, la suppression de 200 salariés Renault sur 1100 et le départ de 600 prestataires sur 1200. Une saignée sans précédent sur l'emploi du site de Lardy !

3 rassemblements de salariés ont déjà été organisés pour protester contre ces suppressions de postes et pour commencer à nous organiser pour la rentrée.

NOKAI NOZAY : 1233 suppressions (831 à Nozay) d'emploi dont 80% en R&D. Plusieurs centaines de jeunes ont été embauchés en R&D ces 3 dernières années pour développer les réseaux La 5G , cœur de l'activité. Ils seront les premières victimes si ce vaste plan de délocalisation, majoritairement vers la Pologne et l'Inde n'est pas abandonné.

De l'aveu de la direction en commission économique les indicateurs économiques sont bons avec de bonnes perspectives de ventes et une amélioration des marges. La justification donnée est d'améliorer encore les marges et la rentabilité pour distribuer plus de dividendes ! Stoppons ce vaste plan de licenciements boursiers dans un secteur en pleine croissance dans une entreprise qui a perçu 280 M€ d'aides publiques en 4 ans. Après les manifestations à Nozay et Lannion (Bretagne) puis la grande manifestation unitaire du 8 juillet à Paris interpellant le gouvernement la mobilisation se poursuit avec une nouvelle mobilisation à Nozay le 10 septembre.

Il est possible et nécessaire de faire autrement que de supprimer des emplois ou accentuer le chômage partiel.



L'engagement environnemental, l'organisation même du travail (réduction du temps de travail pour travailler moins et travailler tous, augmentation des salaires...) doivent être les conducteurs des changements de politiques économiques des entreprises.

Ce n'est absolument pas le cas du « plan de relance » du gouvernement qui applique les mêmes recettes que par le passé.

Une nouvelle fois, le gouvernement n'a pas pu s'empêcher de faire un énorme cadeau aux entreprises, en baissant les « impôts de production » de 20 milliards d'euros – soit bien plus par exemple que la totalité des aides pour les jeunes et les chômeurs (13 milliards en tout).

Et tous ces milliards seront donnés sans aucune contrepartie, sans aucune obligation d'embauches ! Après les dizaines de milliards du CICE qui n'ont pas créé d'emploi, les milliards pour Renault, Air France, c'est un nouveau cadeau au patronat au détriment des salariés.

Depuis des années, le gouvernement dilapide l'argent public (nos impôts) pour une soi-disant relance économique. En réalité, cet argent n'a fait qu'alimenter les dividendes des actionnaires. Pour la CGT, les aides accordées aux entreprises doivent être soumises à des conditions strictes, conditionnées à la création d'emplois. Nous devons exiger un contrôle citoyen de celles-ci.

L'heure est à la mobilisation pour construire un nouveau futur, social, féministe et écologique.

Ces menaces et ces attaques ne sont pas spécifiques à ces entreprises, elles concernent tous les travailleurs.

Pour riposter tous ensemble à cette offensive globale du patronat, l'Union Départementale CGT Essonne appelle l'ensemble des salariés à participer à la
Manifestation Régionale Unitaire, le jeudi 17 septembre
à Paris (14h – Place de la République)

Départ collectif depuis le CTL – inscription par mail à cgt.lardy@renault.com – RDV 12h45 devant le CE



Je me syndique à la CGT

Nom :Prénom :

Adresse

Ville :Code Postal :

Tél / portable :E-mail :

Entreprise :

Ville et code postal de votre entreprise :

A renvoyer à : Union Départementale CGT 91 - 12 place des Terrasses de l'Agora - 91034 Evry cedex ou par Email : ud91@cgt.fr - Tél. 01 60 78 28 41 – site internet : www.cgt91.fr - Facebook UD CGT ESSONNE